



EDUNIVERSAL

Siège social : 19, Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON
Société anonyme au capital de 983 563,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2019



RSM Paris

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

EDUNIVERSAL

Siège social : 19, Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON

Société anonyme au capital de 983 563,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2019

A l'assemblée générale de la société EDUNIVERSAL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EDUNIVERSAL relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 13 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie 'Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels' du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles et méthodes comptables – Règles générales » de l'annexe indiquant que l'appréciation notamment de la valeur des actifs incorporels et financiers ainsi que des créances et valeurs mobilières de placements détenus par votre société repose sur des estimations, basées sur des données prévisionnelles d'activité. Compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les résultats réels pourraient s'avérer différents.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Immobilisations

Le paragraphe « Règles générales » de l'annexe indique que la préparation des états financiers repose sur des estimations basées sur des données prévisionnelles d'activité. Nos travaux ont consisté à examiner la documentation relative à ces estimations et à nous entretenir avec la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations, nous avons effectué des tests de sensibilité afin de mesurer l'impact d'une réalisation du niveau d'activité inférieur aux prévisions sachant que par nature les prévisions revêtent un caractère incertain et présentent des aléas notamment dans le contexte économique actuel. Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe concernant les immobilisations incorporelles et financières.

Créances clients

Le paragraphe « règles et méthodes comptables – créances » de l'annexe précise que l'évaluation individualisée des créances clients repose sur une estimation du risque de non recouvrement compte tenu du contexte et de circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues. Nos travaux ont consisté à se faire présenter les procédures de recouvrement actuellement en place, à examiner la documentation relative à ces estimations, à nous entretenir avec la direction et à revoir l'évolution des sommes à recouvrer depuis le 1er octobre 2019. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 13 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 juin 2020

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Sébastien MARTINEAU
Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2019	Net 30/09/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	2 999 480	2 277 633	721 847	1 577 761
Fonds commercial (1)	509 147		509 147	509 147
Autres immobilisations incorporelles	235 645		235 645	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	355 570	184 763	170 807	150 983
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	4 661 678	3 911 426	750 252	750 252
Créances rattachées aux participations	143 623	143 623		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	43 787		43 787	16 287
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8 948 929	6 517 445	2 431 485	3 004 429
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	141 525		141 525	159 242
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	4 835 329	2 865 003	1 970 326	1 600 635
Autres créances	650 425	175 060	475 365	737 289
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	2 496 356	1 977 864	518 492	313 966
Disponibilités	65 084		65 084	514 004
Charges constatées d'avance (3)	114 161		114 161	85 217
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 302 880	5 017 927	3 284 953	3 410 353
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				4 567 367
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	17 251 810	11 535 372	5 716 438	10 982 150
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			311 240	

Bilan passif

	30/09/2019	30/09/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	983 564	568 897
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 179 633	11 551 093
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	60 759	60 759
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	80 852	80 852
Autres réserves	5 817	5 817
Report à nouveau	-22 279 540	-17 763 763
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	573 230	-4 857 116
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	104 528	104 528
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-1 291 157	-10 248 932
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		11 800 000
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		11 800 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		14 475
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		14 475
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 076	5 105
Emprunts et dettes financières diverses (3)	306 124	845 220
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	936 732	622 644
Dettes fiscales et sociales	1 616 177	1 649 835
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 490	22 490
Autres dettes	3 687 530	5 779 037
Produits constatés d'avance (1)	434 466	492 275
TOTAL DETTES	7 007 595	9 416 606
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	5 716 438	10 982 150
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 138 433	5 422 192
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 869 162	3 994 414
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	4 076	5 105
(3) Dont emprunts participatifs		362 296
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	30/09/2019	30/09/2018
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	3 491 665	3 295 235
Chiffre d'affaires net	3 491 665	3 295 235
<i>Dont à l'exportation</i>		169 697
Production stockée	-17 717	-67 805
Production immobilisée	235 645	
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	425 628	449 457
Autres produits	2 619	314
Total I	4 137 840	3 677 201
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 793 196	2 545 604
Impôts, taxes et versements assimilés	40 120	90 618
Salaires et traitements	1 059 321	1 636 362
Charges sociales	481 564	709 385
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	917 461	1 593 714
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	42 916	368 347
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	169 986	107 226
Total II	4 504 565	7 051 256
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-366 725	-3 374 055
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	6 384	16 782
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	55 568	2 605 474
Différences positives de change		44
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		18 750
Total V	61 952	2 641 050
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		929 131
Intérêts et charges assimilées (4)	349 781	241 126
Différences négatives de change	69	1 297
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	349 850	1 171 554
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-287 898	1 469 496
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-654 623	-1 904 559

Compte de résultat

	30/09/2019	30/09/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 382 060,64	289 004,97
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	14 475,00	556 054,52
Total produits exceptionnels (VII)	1 396 535,64	845 059,49
Sur opérations de gestion	168 682,22	2 239 558,74
Sur opérations en capital		1 551 381,69
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		6 676,00
Total charges exceptionnelles (VIII)	168 682,22	3 797 616,43
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	1 227 853,42	-2 952 556,94
Total des produits (I+III+V+VII)	5 596 327,34	7 163 310,38
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	5 023 096,92	12 020 426,03
BENEFICE OU PERTE	573 230,42	-4 857 115,65
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	25 030,00	

COMPTES ANNUELS

2019

Période du 01/10/2018 au 30/09/2019

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA EDUNIVERSAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2019, dont le total est de 5 716 438 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 573 230 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2018 au 30/09/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au PCG et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société EDUNIVERSAL a été mise en redressement judiciaire en date du 20 Février 2018.

A l'issue de la période d'observation renouvelée, la Société a obtenu un plan de continuation auprès du Tribunal de Commerce de Nanterre en date du 20 Février 2019.

Au cours de la période d'observation, la société a procédé à des réductions significatives de ses charges d'exploitation, tant au niveau de la masse salariale qu'au niveau des charges de structure.

Compte tenu de la poursuite du plan de redressement, le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause et a été retenu dans le cadre de l'établissement des comptes annuels au 30/09/2019.

Le plan de continuation a été établi sur une durée de 9 ans avec des échéances progressives.

Les créanciers chirographaires se sont vu proposer une option courte aboutissant au paiement immédiat de 25% leur créance contre abandon du solde.

Base de préparation des comptes annuels : La préparation des états financiers implique que la direction de la société procède à des estimations comptables et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan, les montants de charges et de produits au compte de résultat et les engagements relatifs à l'exercice clos. Ces hypothèses concernent principalement les immobilisations incorporelles (sites internet immobilisés et fonds commerciaux), les titres de participation et les créances (fiscales, commerciales ou comptes courants) ainsi que les valeurs mobilières de placement (actions propres et option d'achats). Elles portent principalement sur des prévisions pluriannuelles de chiffre d'affaires et de charges reprises dans des business plans. Ces hypothèses reposent également sur l'analyse que fait la direction de la capacité de tiers à honorer leurs engagements du fait de projets attendus de la part de ces contreparties.

Compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les réalisations pourraient s'avérer différentes des valeurs retenues dans le business plan.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des actifs incorporels repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. La valeur recouvrable est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique. Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts

- Sites internet :

Les sites internet sont amortis sur 3 ans en linéaire à compter de leur mise en service.

Les sites en cours de développement sont comptabilisés dans le poste immobilisations en cours dès lors qu'ils remplissent les conditions de comptabilisation des immobilisations incorporelles.

- Fonds commerciaux :

Les fonds commerciaux sont les suivants :

- de la société ACL Conseil, absorbée par SMBG en 2009,

- de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011.

Les fonds commerciaux ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur conformément au règlement ANC 2015-006 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et portant sur les règles d'amortissement et de dépréciation des immobilisations incorporelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des fonds de commerce repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans

* Matériel de transport : 4 à 5 ans

* Matériel de bureau : 3 à 10 ans

* Matériel informatique : 1 à 3 ans

* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les stocks correspondent à des travaux en cours relatifs aux coûts de production des différents guides édités par la société Eduniversal. Ces coûts de production sont évalués en fonction des temps passés par les salariés pour la réalisation de ces guides. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêtés des comptes.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques de non recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et garanties obtenues.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Il est à noter les évènements significatifs suivants :

La société TILD a été placée en redressement judiciaire en date du 20 Février 2018.

La société TILD a obtenu un plan de continuation homologué par le Tribunal de Commerce de Nanterre en Mai 2019.

Néanmoins, en respect du principe de prudence, les titres de participation et créances détenus par EDUNIVERSAL sur TILD demeurent dépréciés en totalité.

Par ailleurs, s'agissant du COVID 19, il convient de préciser qu'EDUNIVERSAL intervient dans un secteur qui ne devrait pas souffrir de ces évènements.

Si le COVID 19 peut perturber ou retarder certains développements commerciaux, la réalisation de mission de conseil, ou certains évènements (comme la convention annuelle par exemple), la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause.

La société EDUNIVERSAL a bénéficié des mesures d'activité partielle permettant de réduire les charges de personnel, ainsi que des mesures de report d'échéances sociales.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	509 147			509 147
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 999 480			3 235 125
Immobilisations incorporelles	3 508 627			3 744 272
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	314 800	81 371	314 800	81 372
- Matériel de transport	32 943			32 943
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	241 256			241 256
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		235 645		
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	588 998	317 016	314 800	355 570
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 805 301			4 805 301
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	16 287	27 500		43 787
Immobilisations financières	4 821 588	27 500		4 849 088
ACTIF IMMOBILISE	8 919 213	344 516	314 800	8 948 929

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	30/09/2019
Éléments achetés	284 210
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	224 936
Total	509 147

Les fonds de commerce correspondent à l'activité "Base de données" :

Notes sur le bilan

- a) de la société ACL CONSEIL, absorbée par SMBG en 2009
- b) de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011

La durée d'utilisation de ces fonds n'est pas limitée.

Conformément à la réglementation en vigueur, un test de dépréciation a été pratiqué à la clôture de l'exercice.

Pour cette analyse, l'entité a retenu les méthodes généralement pratiquées dans le secteur en tenant compte des aspects spécifiques liés à sa situation.

Il n'existe aucun indice de perte de valeur.

Immobilisations financières

A la clôture, les titres de participation sont évalués selon leur valeur d'utilité (PCG art. 332-3, al. 1er).

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

L'évaluation de la valeur nette des titres de participation (Smbg Finance, Noir sur blanc, The Agency Ltd, Tild, O'Potentiels) et des créances qui leur sont attachées (comptes-courants et créances clients) repose sur des données prévisionnelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La valeur recouvrable qui repose essentiellement sur des données prévisionnelles est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique à l'entité. Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La valeur recouvrable de participations minoritaires et actifs associés repose sur d'autres estimations faites par la direction.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont inclus dans le coût d'acquisition et sont amortis sur 5 ans en amortissements dérogatoires.

S'agissant de NOIR SUR BLANC, suite à la décision de liquidation judiciaire en date du 31 janvier 2018, les titres ont été dépréciés à 100%.

S'agissant de TILD, malgré l'homologation d'un plan de redressement en Mai 2019, les titres demeurent dépréciés à 100% en vertu du principe de prudence, car si les perspectives sont satisfaisantes, l'équilibre financier demeure fragile à ce stade de la procédure.

Enfin, concernant OPOTENTIEL, une valorisation tenant compte des prévisions d'activité et de rentabilité a été établie.

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - **(2)** Capitaux propres autres que le capital - **(3)** Quote-part du capital détenue (en pourcentage)**(4)** Valeur comptable brute des titres détenus - **(5)** Valeur comptable nette des titres détenus**(6)** Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - **(7)** Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise**(8)** Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - **(9)** Résultat du dernier exercice clos**(10)** Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SMBG FINANCES		-576	51,00			144				
SARL NOIR SUR BLANC	29		100,00	2 238						
THE AGENCY	1		100,00	529						
SASU O ! POTENTIELS			100,00	1 857	750	125				
SASU TILD	77	-534	100,00	38		135		599	-71	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 421 719	855 915		2 277 633
Immobilisations incorporelles	1 421 719	855 915		2 277 633
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	289 345	29 070	314 800	3 615
- Matériel de transport	32 943			32 943
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	115 728	32 477		148 206
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	438 016	61 547	314 800	184 763
ACTIF IMMOBILISE	1 859 735	917 462	314 800	2 462 396

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 787 325 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	143 623		143 623
Prêts			
Autres	43 787		43 787
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 835 329	4 835 329	
Autres	650 425	339 185	311 240
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	114 161	114 161	
Total	5 787 325	5 288 675	498 650
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	731 324
RABAIS REMISES RISTOUR. A OBTENIR	299
Total	731 623

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 361 132 euros pour une valeur comptable de 1 207 645 euros. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 846 513 euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

	Valeur historique	Valeur liquidative	Gains latents	Pertes latentes
ACTIONS RESEAU ENTREPRENDRE	1 207 645	361 132		846 513
TOTAL	1 207 645	361 132		846 513

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 3 040 063 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Créances clients	2 865 003
Comptes courants	175 060
TOTAL	3 040 063

Les risques de non-recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues.

Dépréciation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 1 977 864 euros. Par catégorie de valeurs mobilières, les éléments significatifs sont :

	Montant
DEPRECIATION ACTIONS ENTREPRENDRE	846 513
ACTIONS PROPRES ET OPTIONS ACHAT	1 131 351
TOTAL	1 977 864

Conformément à l'article L.221-6 du PCG, la valeur d'inventaire des actions ENTREPRENDRE a été déterminée par rapport au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

La dépréciation relative aux actions propres EDUNIVERSAL ainsi qu'aux options d'achat, a été calculée sur la base du prix de souscription de la dernière augmentation de capital (souscrite par EDUNIVERSAL RECONQUETE), ce qui correspond à la dernière transaction connue.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 983 563,80 euros décomposé en 9 835 638 titres d'une valeur nominale de 0,10 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 275 589	0,25
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	9 835 638	0,10

La société a fait l'objet de plusieurs opérations modifiant son capital au cours de l'exercice :

- une réduction de capital en date du 20/02/2019 par réduction de la valeur nominale des actions (de 0.25 euro à 0.10 euro)
- Une première augmentation en date du 08/03/2019 pour une souscription de 12.284.590 € (correspondant aux ORA), dont 86.085 € de capital (le solde en prime d'émission), correspondant à 860.854 actions de nominal 0.10 euro.
- Une seconde augmentation en date du 29/03/2019 pour un prix de souscription de 669.919 € correspondant à 6.699.195 actions de nominal 0.10 euro.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 17/12/2019.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-17 763 763
Résultat de l'exercice précédent	-4 857 116
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-22 620 879
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	-341 338
Report à Nouveau	-22 279 540
Total des affectations	-22 620 878

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/10/2018	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/09/2019
Capital	568 897		414 667		983 564
Primes d'émission	11 551 093		7 628 539		19 179 633
Réserve légale	60 759				60 759
Réserves générales	5 817				5 817
Réserves réglementées	80 852				80 852
Report à Nouveau	-17 763 763	-22 279 540	-22 279 540	-17 763 763	-22 279 540
Résultat de l'exercice	-4 857 116	4 857 116	573 230	-4 857 116	573 230
<i>Dividendes</i>		-341 338			
Provisions réglementées	104 528				104 528
Total Capitaux Propres	-10 248 932	-17 763 763	-13 663 104	-22 620 879	-1 291 157

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	104 528			104 528
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	104 528			104 528
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	14 475		14 475		
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	14 475		14 475		
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles			14 475		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 007 595 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	4 076	4 076		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	26 903	26 143		760
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	936 732	936 732		
Dettes fiscales et sociales	1 616 177	1 616 177		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 490	22 490		
Autres dettes (**)	3 966 751	829 078	1 344 717	1 792 956
Produits constatés d'avance	434 466	434 466		
Total	7 007 595	3 869 162	1 344 717	1 793 716
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	279 221			

Une augmentation de capital a été constatée en date du 8 Mars 2019 pour constater le remboursement des ORA par l'émission de nouvelles actions.

Par ailleurs, les ajustements de dettes par rapport aux créances admises au passif (principalement en lien avec les fournisseurs ayant choisi l'option courte) ont été passés dans les comptes 30/09/2019, du fait de l'homologation du plan et du paiement de l'option courte.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNIS. FACTURES NON PARVENUES	135 796
INTERETS COURUS A PAYER	4 076
DETTES PROVISIO. POUR CONGES PAYES	105 659
AUTRES CHARGES A PAYER	227 952
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	45 023
AUTRES CHARGES A PAYER	35 516
AUTRES CHARGES A PAYER	73 300
AVIS RECOUVREMENT M5 10 10 17	36 168
RABAIS REMISES RIST. A ACCORDER	4 485
Total	667 975

Autres informations

Actions propres

A la clôture les actions propres sont au nombre de 65 267 pour une valeur nominale de 668 514 €.

Nous rappelons que ces actions propres ont été dépréciées sur la base de la dernière transaction connue, à savoir l'augmentation de capital souscrite par EDUNIVERSAL RECONQUETE.

Par ailleurs, les options d'achat portant sur 95.000 actions sur la base d'un cours de souscription de 7.63 euros ont été dépréciées en totalité.

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	114 161		
Total	114 161		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	434 466		
Total	434 466		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	30/09/2019
PRESTATIONS DE SERVICES	3 491 665
TOTAL	3 491 665

Répartition par marché géographique

	30/09/2019
CA FRANCE	3 491 665
TOTAL	3 491 665

Les revenus de la société sont principalement constitués d'insertions publicitaires.

Les produits issus des prestations de référencement sont constatés lors de la signature des bons d'insertion.

Les produits issus des insertions publicitaires papiers sont constatés dès la sortie des guides.

Les produits issus de la vente des insertions publicitaires internet sont étalés sur la durée d'affichage.

Les produits issus de l'activité Booking sont constatés au moment de l'admissibilité du candidat (Mode A), de son inscription (Mode B), ou de la signature du bon de commande (Modes C et D).

La partie du chiffre d'affaires relative à l'exercice suivant est constatée en produits constatés d'avance (PCA).

Charges et produits d'exploitation et financiers

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	30/09/2019	30/09/2018
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6 384	16 782
Reprises sur provisions et transferts de charge	55 568	2 605 474
Différences positives de change		44
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		18 750
Total des produits financiers	61 952	2 641 050
Dotations financières aux amortissements et provisions		929 131
Intérêts et charges assimilées	349 781	241 126
Différences négatives de change	69	1 297
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	349 850	1 171 554
Résultat financier	-287 898	1 469 496

Les charges financières sont essentiellement composées des intérêts des ORA qui ont continué à courir jusqu'à leur intégration au capital.

Les produits financiers sont principalement constitués d'une reprise de dépréciation sur les titres RESEAU ENTREPRENDRE.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités sur marchés	100 328	
Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 115	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	41 209	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 381 930
Provisions pour risques et charges		14 475
Autres	41 210	
TOTAL	184 862	1 396 405

Les produits exceptionnels sont constitués des ajustements de dettes des créanciers n'ayant pas produit leur créance ou des créanciers ayant opté pour l'option courte pour le paiement de leur créance, contre un abandon du solde, conformément au plan homologué par le tribunal.

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

Notes sur le compte de résultat

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2013, la société SA EDUNIVERSAL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA EDUNIVERSAL. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Les filiales fiscalement intégrées sont les suivantes :

- OPOTENTIELS

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

Chaque filiale supporte la charge d'impôt qu'elle aurait constatée si elle avait été imposée séparément.

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

La cession des titres et créance en compte courant relatif aux ROQUES DE CANA avait fait l'objet d'une contestation devant le tribunal de Commerce de Nanterre.

Cette contestation visait à annuler la vente, réintégrer dans le patrimoine d'EDUNIVERSAL les éléments cédés, et à ajouter à son passif le produit de cession.

Le jugement avait été rendu en faveur d'EDUNIVERSAL. Le cessionnaire interjeta appel.

En Octobre 2019 la cours d'Appel de Versailles a confirmé le jugement de première instance, aboutissant à la réintégration dans le patrimoine d'EDUNIVERSAL de sa détention dans les ROQUES DE CANA et sa créance en compte courant, ainsi qu'à l'ajout du produit de cession perçu (250 K€) à son passif.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 20 personnes.

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>VENTE A REMERE 17.778 ACTIONS EDUNIVERSAL</i>	149 690
Autres engagements donnés	149 690
Total	149 690
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre de la vente d'actions à réméré consentie par Martial GUIETTE à EDUNIVERSAL, celui-ci dispose d'une faculté de rachat



Autres informations

portant sur 17.778 actions, et dont le prix d'exercice serait de 8,42 euros.